

Contribution de l' **AADP** à la consultation de l'ARCEP



Projet d'avenant relatif au plafonnement et à l'assortiment dans la distribution de la presse

16 mars 2026

Association pour l'avenir des diffuseurs de presse

77 rue des Mouilles 74400 Chamonix-Mont-Blanc

contact.aadpresse@orange.fr

Résumé

1/ En accumulant les exceptions l'avenant proposé détourne le mécanisme de plafonnement. Conservé en apparence il est supprimé en pratique. Les dérogations envisagées rendent la règle inopérante. Cela modifie profondément l'équilibre du système.

Le mécanisme de plafonnement constitue aujourd'hui l'un des instruments centraux de régulation de la distribution de la presse.

Or l'avenant introduit un nombre significatif de mécanismes de déplafonnement (saisonnier, promotionnel, publicitaire, événementiel) ainsi que plusieurs dispositifs techniques susceptibles d'augmenter les quantités servies.

Pris isolément, chacun de ces dispositifs peut se comprendre. Toutefois leur cumul est susceptible de réduire substantiellement la portée effective du plafonnement.

Dans une telle hypothèse, le mécanisme réglementaire conserverait une existence formelle mais perdrait son effet utile.

Il convient dès lors de s'interroger sur la compatibilité d'une telle évolution avec l'objectif même du dispositif instauré par les accords interprofessionnels précédents.

2/ L'innovation éditoriale ne peut se faire aux frais des points de vente.

Le plafonnement a introduit des limites pour préserver le réseau.

Les éditeurs estiment que celles-ci freinent leurs ventes mais négligent leur utilité pour la préservation du réseau de vente.

L'asymétrie d'intérêt introduite par l'avenant fait supporter un risque économique aux marchands.

3/ Un biais structurel est introduit

Le système opt-out préconisé par l'avenant inverse les obligations des acteurs et prive les marchands de la protection définie par la règle en vigueur.

4/ Une baisse des ventes ne se compense pas par une augmentation des invendus mais par la rationalisation.

Introduction

La régulation de la distribution de la presse vise à garantir le pluralisme des titres, l'accès équitable au réseau et l'équilibre entre les acteurs du système, conformément aux principes posés par la Loi Bichet.

Dans ce cadre, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse doit veiller à ce que les accords interprofessionnels respectent ces objectifs et n'introduisent pas d'effets restrictifs disproportionnés.

À la lecture de la présentation de la demande on comprend que :

- a) Les changements proposés visent à assouplir, pour les éditeurs, les conditions de livraison aux points de vente.**
- b) La demande est motivée par l'impact négatif qu'auraient sur les ventes, dans un contexte baissier, les limites en vigueur actuellement.**
- c) L'intérêt serait partagé par tous les acteurs.**

Nous analyserons donc en premier lieu la justesse de ces assertions constituant le fondement des demandes (1).

Puis nous aborderons les conséquences des changements demandés (2).

Après quoi nous proposons une approche juridique du sujet (3).

Nous soumettrons ensuite nos propositions (4)

Et terminerons par la conclusion qui s'impose au vu de ces réflexions.

En annexe est jointe une analyse point par point des dispositions du projet d'avenant.

Pour mémoire nous rappelons la situation :

1/ Le réseau connaît depuis plusieurs années une érosion rapide et continue :

- 24 877 points de vente en 2015
- 18 471 points de vente fin 2025

Soit plus de 6 400 points de vente disparus en dix ans, correspondant à une baisse d'environ 26 % du réseau.

La seule année 2025 a encore vu la fermeture d'environ 500 points de vente supplémentaires, confirmant une dynamique de contraction continue du réseau.

Cette évolution n'est pas anodine. Le réseau de vente constitue l'infrastructure même de la diffusion de la presse au numéro, qui représente encore une part significative de l'accès des citoyens à l'information.

La préservation de ce réseau est d'ailleurs explicitement au cœur de la mission du régulateur, chargé de veiller :

- à une couverture large et équilibrée du territoire,
- à l'efficacité économique du système de distribution,
- et au maintien du pluralisme de la presse.

Dans ce contexte, toute modification réglementaire doit être appréciée au regard de son impact sur la pérennité du réseau.

Or les modifications demandées vont toutes dans le sens inverse.

2/ **Les taux d'invendus** augmentent significativement rendant **l'activité** des marchands de plus en plus **précaire**.

Invendus

Périodicité	2025-S1	2024-S2	2024-S1	2023-S2	2023-S1	2022-S2	2022-S1
BI-MENSUEL	47,8%	36,3%	34,4%	34,1%	33,7%	34,7%	36,9%
BIMESTRIEL	63,0%	61,9%	62,3%	60,9%	61,9%	61,2%	62,9%
HEBDOMADAIRE	42,8%	42,5%	41,9%	40,8%	40,3%	40,3%	39,7%
IRREGULIER	68,8%	68,2%	68,7%	66,7%	66,2%	64,5%	67,9%
MENSUEL	66,7%	65,7%	65,9%	64,9%	65,2%	64,1%	66,7%
TRIMESTRIEL	71,6%	70,9%	71,7%	70,0%	70,0%	69,1%	70,9%
TOTAL	55,8%	54,2%	54,1%	52,9%	52,5%	52,4%	53,1%

1/ La justesse des éléments sur lesquels reposent les demandes de modification.

a) LA NÉCESSITÉ D'ASSOUPLISSEMENT DES RÈGLES D'APPROVISIONNEMENT ACTUELLEMENT EN VIGUEUR.

Pour vendre plus il faut livrer plus !

Telle est en substance le discours des demandeurs des modifications.

Il est paradoxal de vouloir augmenter la fourniture dans un marché en constante baisse.

On pourrait au contraire penser que cela entraînera ipso facto une hausse des invendus, ce qui n'est pas un objectif sain, sauf pour les logisticiens.

Toutefois, les SADP et les dépositaires ne sont pas les seuls à supporter cette idée que « plus on expose plus c'est rentable ».

Les éditeurs, et une organisation représentant les marchands, aussi.

Ils doivent donc y trouver leur intérêt :

Pour les éditeurs il est clair : à coût égal, vendre plus est une aubaine.

Pour les marchands, nous verrons, plus loin dans ce document, que l'intérêt est bien moins évident.

Quoi qu'il en soit :

La notion de "nécessité" n'est aucunement prouvée ni démontrée.

Elle n'est pas même définie.

Le document mentionne un " besoin pour les éditeurs".

Nous comprenons tout à fait ce besoin mais ne savons dire s'il traduit un intérêt marginal ou une nécessité impérieuse pour sauvegarder leurs entreprises.

Selon le cas, le sort à réserver à la décision ne peut être le même.

Mais nous ne savons pas à ce stade ce qu'il en est.

Entre Intérêt, Besoin et Nécessité il serait bon de clarifier la teneur réelle et précise des attentes.

Par ailleurs, livrer plus ne signifie pas automatiquement exposer plus.

Certes l'obligation d'exposer existe.

Mais elle se heurte à plusieurs écueils :

- ✗ **La limite physique du linéaire** : on ne peut pas multiplier à l'envie l'espace disponible.
- ✗ **La lisibilité du rayon** : l'attente du consommateur n'est pas de devoir chercher.
- ✗ **L'accroissement de charges du marchand** : à défaut d'un réel intérêt économique le marchand ne remplira pas sa mission en totalité.
- ✗ **La complexification de gestion** : la recherche de minimisation des erreurs incite à ne pas multiplier les références trop ressemblantes en rayon.

Ainsi, plus les livraisons sont importantes et complexes à gérer, plus l'incitation à ne pas les exposer en totalité sera grande, réduisant d'autant les possibilités de vente.

L'assouplissement des règles d'approvisionnement actuellement en vigueur ne nous semble pas être une orientation pertinente.

b) L'IMPACT NÉGATIF SUR LES VENTES DES RÈGLES EN VIGUEUR

Selon les demandeurs une partie de la baisse des ventes serait provoquée par les restrictions d'approvisionnement décidées précédemment et il conviendrait d'y remédier en redonnant de la liberté aux éditeurs pour approvisionner les points de vente comme ils le souhaitent.

Nous comprenons tout à fait que les éditeurs soient demandeurs de plus de liberté. Qui ne le serait pas ?

Quelle que soit la situation chacun aspire toujours à plus de liberté.

Mais la liberté des uns commence où s'arrête celle des autres.

Attribuer plus de liberté à un acteur de la filière ne doit pas nuire à celle d'un autre.

Sinon il s'agit en réalité d'une modification de l'équilibre précédemment défini.

Et pour cela il convient de le justifier.

Dans le document de présentation des demandes de modification nous n'avons relevé aucune justification.

Si cette démonstration avait été possible elle aurait été fournie.

Au lieu de quoi nous sommes obligés de nous contenter d'affirmations émises par les demandeurs.

L'impact négatif des règles en vigueur sur les ventes n'est pas démontré.

c) LE PARTAGE DE L'INTÉRÊT PAR TOUS LES ACTEURS

Les ventes seraient amplifiées. Tout le monde serait donc satisfait nous dit-on.

Pour autant, l'intérêt serait-il partagé ?

Et ce partage serait-il équitable ?

- ❖ Les éditeurs augmenteraient leurs ventes, sans coûts supplémentaire, ne rémunérant que les exemplaires vendus.

- ❖ Les marchands verraient leurs coûts d'exploitation augmenter (temps de traitement, espace nécessaire, gestion complexifiée, accroissement du besoin de trésorerie, etc.)
 - En compensation ils percevraient une commission sur les ventes.
 - Toutefois, le taux d'inventus augmentant, réduirait encore leur rentabilité

Ainsi donc l'intérêt des uns n'est pas celui des autres.

L'avenant introduit une asymétrie d'intérêts entre les acteurs.

Nous pouvons illustrer ce point en étudiant le cas des numéros spéciaux (S).

Les numéros spéciaux (S) bénéficient d'une durée double de conservation en rayon par rapport aux numéros normaux (N).

- Pour l'éditeur le coût est le même, mais il peut augmenter ses ventes de 8% (selon le du propriétaire du Journal de Mickey il y a quelques années), et subsidiairement, occuper à son profit l'espace dans les rayons au détriment de ses concurrents. Double bénéfice.
- Pour le marchand les charges d'exploitation et financières sont plus importantes :
 - ✗ Occupation du linéaire : +100%
 - ✗ Perte de lisibilité du rayon (perte potentielle de vente d'autres titres, perte de clients, augmentation du vol)
 - ✗ Multiplication des erreurs à assumer

Ainsi le travail est identique à celui fourni pour un numéro normal mais le coût de traitement est très supérieur alors que le gain réel est inférieur à 8%.

Le taux de commissionnement d'un numéro spécial devrait être très supérieur à celui d'un numéro normal pour couvrir les surcoûts occasionnés. Ce qui n'est pas le cas.

L'éditeur opère à son profit un transfert de charges au marchand.

Il tire son bénéfice de la perte occasionnée au marchand, sans même s'en apercevoir, car son observation ne se porte sur que sa gestion dans les conditions définies par le cadre réglementaire, et non sur les conséquences de son action pour les marchands.

Ce n'est d'ailleurs pas lui qui a fixé les règles. Il ne fait que les appliquer, selon son intérêt. Mais ces règles ne sont pas équitables et doivent être corrigées de l'asymétrie qu'elles introduisent.

A défaut de cette correction il est naturel que, défendant leur propre intérêt, les éditeurs créent les conditions de la disparition des marchands.

Toute augmentation du nombre de titres ou de la durée de mise en vente de ceux-ci entraîne nécessairement un accroissement de charges pour les marchands qui n'est pas proportionnel, contrairement au commissionnement qui le rétribue pour le service rendu.

Cela ne signifie pas qu'il faut pour autant refuser un accroissement du nombre de parutions servies. Mais, en ce cas, il faut faire croître significativement le taux de commissionnement pour intégrer les charges supplémentaires induites. Cela revient à définir un taux de commissionnement en fonction du nombre de codifications présentées au public, celui-ci croissant plus rapidement que le nombre de codifications présentées pour compenser l'asymétrie.

Dans la configuration actuelle l'asymétrie d'intérêt modifierait l'équilibre existant entre éditeurs et marchands en opérant un transfert de charges des premiers vers les seconds.

2/ Les conséquences des changements demandés

La loi du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, dite loi Bichet, repose sur plusieurs principes fondamentaux :

- ✓ L'équilibre entre les acteurs de la filière,
- ✓ La neutralité et l'équité du système de distribution,
- ✓ La préservation du réseau de diffusion.

Les modifications proposées dans le projet d'avenant doivent être appréciées au regard de ces principes.

2.1 Risque de déséquilibre entre les acteurs de la filière

Plusieurs dispositions de l'avenant tendent à accroître la flexibilité des quantités servies, notamment par :

- ✓ L'augmentation des possibilités de déplafonnement,
- ✓ La modification des règles de calcul des plafonds,
- ✓ L'intégration automatique de certaines déclinaisons dans l'assortiment.

Ces évolutions peuvent avoir pour effet de transférer une part du risque économique vers les diffuseurs, qui supportent :

- ✗ La gestion des invendus,
- ✗ Les charges d'exploitation associées,
- ✗ Et les contraintes de trésorerie.

Un tel transfert de risque pourrait être considéré comme contraire à l'équilibre entre les acteurs que vise à préserver la loi Bichet

2.2 Risque d'atteinte à l'autonomie commerciale des diffuseurs

Plusieurs dispositions limitent la capacité des diffuseurs à ajuster leur assortiment, notamment :

- ✕ L'intégration automatique de certaines déclinaisons,
- ✕ L'élargissement du périmètre des titres réputés assortis,
- ✕ Les dispositifs de déplafonnement par défaut.

Ces mécanismes pourraient réduire la capacité des diffuseurs à adapter leur offre aux caractéristiques de leur point de vente.

Or, la loi Bichet vise précisément à assurer la viabilité économique du réseau de diffusion.

2.3 Risque de contournement du mécanisme de plafonnement

Le principe de plafonnement a été introduit afin de limiter les excès de fourniture et de réduire les invendus. La multiplication des cas de déplafonnement prévue par l'avenant pourrait conduire à affaiblir substantiellement ce mécanisme.

Si le plafonnement devient largement dérogatoire, il pourrait être considéré comme vidé de sa substance, ce qui irait à l'encontre des objectifs poursuivis par la régulation.

2.4 Risque de distorsion de représentation professionnelle

Certaines dispositions de l'avenant prévoient l'intervention d'une organisation professionnelle spécifique dans les mécanismes de décision relatifs au déplafonnement.

Une telle situation pourrait soulever des questions au regard du principe d'équité entre les organisations représentatives des diffuseurs.

Conclusion

Les modifications proposées introduisent des évolutions significatives du cadre existant. Toutefois, plusieurs dispositions pourraient soulever des interrogations au regard :

- des principes d'équilibre entre les acteurs de la filière,
- de la viabilité économique du réseau de diffusion,
- et de l'effectivité du mécanisme de plafonnement.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire que ces évolutions soient examinées avec une attention particulière au regard des principes fondamentaux de la loi Bichet.

3/ Les risques juridiques liés au projet d'avenant

Introduction

La loi du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution de la presse (dite loi Bichet) organise la distribution de la presse autour de plusieurs principes fondamentaux :

- L'équilibre entre les acteurs de la filière,
- La neutralité du système de distribution,
- La préservation d'un réseau de diffusion économiquement viable.

L'analyse du projet d'avenant soulève plusieurs interrogations juridiques qui appellent une attention particulière.

3.1 Risque d'atteinte à l'équilibre économique de la filière

Le système organisé par la loi Bichet repose sur un principe fondamental :

La distribution de la presse ne doit pas faire peser de manière disproportionnée le risque économique sur un seul maillon de la chaîne.

Or plusieurs dispositions du projet d'avenant pourraient conduire à transférer une part croissante de ce risque vers les marchands.

Parmi ces dispositions figurent notamment :

- L'extension du périmètre de l'assortiment par l'intégration automatique de déclinaisons de titres partageant le même numéro CPPAP,
- La modification des règles de calcul du plafonnement,
- La multiplication des mécanismes de déplafonnement.

Ces évolutions sont susceptibles d'entraîner :

- Une augmentation des quantités livrées,
- Une hausse du volume d'inventus,
- Une mobilisation accrue de trésorerie pour les points de vente.

Dans un contexte de baisse structurelle des ventes de presse et de réduction du réseau de diffusion, une telle évolution pourrait fragiliser l'équilibre économique du système.

Or la préservation d'un réseau de diffusion viable constitue un objectif central du dispositif institué par la loi Bichet.

3.2 Risque de remise en cause de l'effectivité du mécanisme de plafonnement

Le mécanisme de plafonnement des quantités livrées constitue un élément essentiel du cadre actuel de régulation.

Il vise notamment à limiter les excès de fourniture et à réduire le volume d'invendus.

Le projet d'avenant introduit cependant plusieurs dispositifs de déplafonnement :

- **Déplafonnement saisonnier,**
- **Déplafonnement promotionnel,**
- **Déplafonnement lié aux campagnes publicitaires,**
- **Déplafonnement en cas d'événement exceptionnel.**

Pris isolément, chacun de ces mécanismes peut se justifier. Toutefois, leur cumul pourrait avoir pour effet de réduire substantiellement la portée effective du plafonnement. Dans ce cas, le principe même du plafonnement risquerait d'être vidé de sa substance. Or, dans sa jurisprudence constante, le Conseil d'État rappelle qu'un mécanisme réglementaire ne saurait être maintenu si ses exceptions en neutralisent l'effet utile. Il est donc nécessaire de vérifier que les dérogations envisagées restent proportionnées et ne remettent pas en cause l'objectif initial du dispositif.

3.3 Risque d'atteinte au principe d'égalité entre les acteurs de la filière

Le projet d'avenant prévoit que certaines décisions de déplaçonnement puissent être prises après accord :

- De la société agréée de distribution,
- Et de l'organisation professionnelle la plus représentative des diffuseurs.

Une telle disposition pourrait soulever des interrogations au regard du principe d'égalité entre les organisations professionnelles représentant les diffuseurs.

En effet, le fait de conférer un rôle décisionnel particulier à une seule organisation pourrait :

- Créer une asymétrie de représentation,
- Et influencer les conditions d'accès aux mécanismes de déplaçonnement.

Dans un secteur régulé, une telle situation mérite d'être appréciée avec attention au regard des exigences d'impartialité et d'équité.

3.4 Sécurité juridique et stabilité du cadre réglementaire

Les règles relatives à l'assortiment et au plaçonnement ont fait l'objet de réformes importantes ces dernières années.

Dans ce contexte, la modification fréquente des paramètres du système peut créer :

- Une instabilité réglementaire,
- Une difficulté d'appropriation des règles par les professionnels,
- Et une incertitude économique pour les points de vente.

Il semble utile d'apprécier l'opportunité de stabiliser le cadre existant afin de permettre une évaluation plus complète de ses effets.

Conclusion

L'objectif d'adaptation du système de distribution de la presse aux évolutions du marché est légitime.

Toutefois, plusieurs dispositions du projet d'avenant soulèvent des interrogations au regard : de l'équilibre économique de la filière, de l'effectivité du mécanisme de plafonnement, et du principe d'égalité entre les acteurs.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire que ces évolutions fassent l'objet d'une analyse approfondie de leurs conséquences avant toute validation.

La préservation d'un réseau de diffusion dense et économiquement viable constitue en effet une condition essentielle du bon fonctionnement du système de distribution de la presse.

4. Nos propositions :

La demande formulée présente un défaut d'asymétrie d'intérêt des différents acteurs pouvant conduire à l'effet inverse de celui recherché.

Elle met en évidence le défaut majeur de la filière qui est l'absence de solidarité entre ses acteurs. Chacun défend ses intérêts immédiats au lieu de l'intérêt général et la puissance l'emporte sur la pérennisation.

Nous suggérons de profiter de cette mise en évidence du problème pour le régler définitivement en initiant la solidarité par le rétablissement de la confiance, la stabilité, et l'équité :

- **La confiance et la stabilité : par le respect des engagements** déjà pris et non tenus malgré le décret no 2021-440 du 13 avril 2021 portant cahier des charges des sociétés agréées de distribution de la presse
 - **Respect des demandes d'accord préalables à toute livraison de nouveau titre (Art. 3.2 du cahier des charges des SADP)**

3.2. <u>Première proposition de mise en service</u>
--

Le distributeur veille à ce qu'un diffuseur (ou le représentant qu'il aura explicitement désigné) ait exprimé son accord préalable avant de mettre en service un journal ou une publication périodique faisant l'objet d'une première proposition de mise en service. Le distributeur veille à ce que l'éditeur n'utilise la possibilité de première proposition de mise en service qu'une seule fois par titre et par point de vente.
--

- **Respect de la possibilité pour les marchands d’opter pour la facturation des ventes (Art.5 du cahier des charges des SADP)**

5. Collecte du produit des ventes par le distributeur

A compter du 1er octobre 2022, le distributeur permet à tout diffuseur d’opter sans surcoût pour un système de remontée du produit des ventes dont chaque flux de facturation est basé exclusivement sur les ventes réelles de son point de vente. A cette fin, il propose aux diffuseurs qui le souhaiteraient une convention qui met en œuvre ce changement des flux de facturation.

- **La solidarité et l’équité entre éditeurs et marchands : par la contrainte des éditeurs de prendre en considération le point de vue de toutes les organisations représentatives des marchands -** au lieu de s’attacher l’appui d’une unique organisation choisie - pour pouvoir proposer toute demande à la validation par le régulateur.

Conclusion générale

La demande de modifications formulée n'est pas recevable en l'état car elle introduit de multiples risques pour la filière sans s'assurer de leur maîtrise. L'intérêt de ces modifications n'est pas équitablement partagé par les acteurs. Cela créerait les conditions de l'accélération de l'attrition du réseau de vente au lieu de sa préservation. La concomitance de ces multiples changements est susceptible de créer plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Et un transfert de charges s'opèrerait, défavorable aux marchands, au profit des éditeurs, rompant l'équilibre actuel. De plus, ces mesures videraient de son sens le mécanisme réglementaire en vigueur (plafonnement), pour revenir à un état antérieur dont les conséquences néfastes ont déjà été constatées. Outre que cela n'est pas légalement autorisé, c'est aussi dénué de sens pratique. Enfin, de nouveaux changements ne permettraient pas la stabilisation dont a besoin le système pour fonctionner efficacement. Sauf à repenser tout le système, il n'est donc pas souhaitable de valider les modifications demandées. Et pour mémoire, les accords professionnels sont censés mettre en œuvre la loi, mais pas créer un pouvoir normatif autonome. La CAP, bien qu'exerçant trois fonctions typiques du régulateur (interprétation, adaptation, orientation du marché) n'est pas une autorité administrative indépendante mais une instance professionnelle dont la constitution et l'action sont discutables. Elle ne dispose d'aucune habilitation législative claire.

Les mesures proposées paraissent difficilement conciliables avec les principes juridiques qui régissent la presse et les missions confiées à l'ARCEP par le législateur :

- Toute évolution du cadre réglementaire doit être examinée à l'aune de son impact sur la pérennité économique des points de vente, qui constituent le dernier maillon du système, afin d'assurer la préservation du réseau de diffusion.

- Toute mesure visant à augmenter les volumes distribués ne peut avoir qu'un effet prévisible : l'augmentation mécanique des invendus.
- Les mesures proposées transfèrent vers les marchands les conséquences économiques de la baisse structurelle des ventes. Dans un secteur où le réseau a déjà perdu plus d'un quart de ses points de vente en dix ans, un tel transfert de charges ne peut être considéré comme neutre.
- Les règles applicables ne préservent pas l'équilibre général du système de distribution : ne reposant sur aucune démonstration économique objectivée elles aggravent les contraintes pesant sur la catégorie d'acteurs la plus fragile du système et sont susceptibles d'accélérer la contraction du réseau de diffusion.
- Une validation de mesures aggravant les invendus, augmentant les charges des diffuseurs, et susceptibles d'accélérer la disparition du réseau présente un risque juridique significatif.

Pour toutes ces raisons l'AADP demande que l'ARCEP ne valide pas l'avenant soumis à la consultation, ni aucun des changements qu'il contient. Elle demande au régulateur d'initier un travail collectif regroupant cette fois tous les acteurs de la filière pour réfléchir ensemble aux changements profonds nécessaires à la pérennisation de la filière.

Analyse point par point des dispositions du projet d'avenant

Introduction

La présente contribution vise à analyser les dispositions du projet d'avenant à l'accord interprofessionnel relatif à l'assortiment du 1er juillet 2021 et à l'avenant relatif au plafonnement du 19 novembre 2024. Les évolutions proposées reposent sur les recommandations de la Commission interprofessionnelle de suivi de l'assortiment et du plafonnement (CAP), qui a procédé à une évaluation du fonctionnement actuel du dispositif. Si l'objectif d'amélioration du système de distribution de la presse est partagé par l'ensemble des acteurs de la filière, les modifications proposées doivent être examinées au regard :

- De leur justification,
- De leur impact économique sur les acteurs,
- Et de leur compatibilité avec les objectifs de la loi Bichet.

L'analyse ci-dessous examine les principales dispositions de l'avenant et leurs conséquences possibles pour les points de vente.

1. Sur l'introduction de l'article 15 bis – déclinaisons de titres

L'avenant introduit un nouvel article 15 bis permettant l'intégration dans l'assortiment des déclinaisons d'un titre dès lors qu'elles partagent le même numéro CPPAP que le titre principal.

Ces déclinaisons incluent notamment :

- Les versions poche,
- Les offres jumelées,
- Les hors-séries,
- Les offres comportant un plus-produit.

Cette disposition **introduit une extension du périmètre de l'assortiment indépendamment du classement au palmarès et de la codification propre de chaque publication.**

Elle induit :

- Une augmentation du nombre de références présentes dans les points de vente,
- Une complexification de la gestion des linéaires
- Une réduction de la lisibilité de l'offre pour le lecteur.

Elle vide de son sens la disposition en vigueur instituant le suivi par codification et réduit la pertinence du suivi des ventes.

Il apparaît donc nécessaire d'évaluer précisément l'impact de cette disposition sur la gestion des assortiments par les marchands.

2. Sur la modification de l'article 34 – largeur d'offre et titres réputés assortis

L'avenant précise que les codifications relevant du palmarès et situées sous le seuil défini sont réputées assorties et intégrées à l'assortiment de base. Le marchand ne peut s'opposer à leur diffusion si elles lui sont servies.

Cette disposition limite la capacité du marchand à ajuster son assortiment en fonction des caractéristiques propres de son point de vente.
Combinée aux dispositions de l'article 15 bis, elle conduit à une augmentation du nombre de titres diffusés dans les points de vente sans prise en compte des contraintes de linéaire et de gestion.

3. Sur la modification de la formule de plafonnement (article 5)

L'avenant modifie la formule de calcul du plafond de fourniture des exemplaires et fixe le nombre complémentaire applicable aux faibles ventes à deux exemplaires.

Cette modification tend à maintenir un niveau minimal de fourniture même en cas de ventes faibles.

Elle entraîne une augmentation du nombre d'exemplaires livrés, une hausse du volume d'invendus, une mobilisation accrue de trésorerie pour les points de vente.

4. Sur l'introduction de l'article 5 bis – agrégation des ventes entre codifications

L'article 5 bis prévoit que les ventes de plusieurs codifications d'une même parution puissent être agrégées pour le calcul des plafonds.

Sont notamment concernés :

- les multi-couvertures,
- les éditions régionales,
- les tests de prix,
- les versions avec ou sans plus-produit.

Cette disposition modifie la base de calcul des plafonds et entraîne une augmentation des quantités servies dans les points de vente. Elle introduit également une complexification du suivi des performances commerciales par codification.

5. Sur les dispositifs de déplafonnement saisonnier (article 11 bis)

L'avenant prévoit un déplafonnement saisonnier : automatique pour l'ensemble des diffuseurs durant la période estivale, applicable à certains points de vente durant la saison hivernale.

Le marchand peut s'opposer à ce dispositif, sous réserve d'en faire la demande dans les outils de la filière.

Ce mécanisme inverse la logique du dispositif de plafonnement en introduisant un déplafonnement par défaut. Il crée, pour le marchand, une contrainte supplémentaire de surveillance et d'action préalable qui n'existent pas dans le système actuel. Il entraîne une augmentation significative des quantités servies pendant certaines périodes, ce qui nécessite une attention particulière quant à ses conséquences sur les invendus.

6. Sur les dispositifs de déplafonnement promotionnels (article 12)

L'avenant prévoit un déplafonnement des quantités dans deux situations :

- lorsque le diffuseur participe à une promotion,
- lorsque l'éditeur investit dans une campagne de publicité télévisée.

Ces dispositions visent à permettre une meilleure exploitation du potentiel commercial des publications concernées.

Il conviendrait toutefois de veiller à ce que ces dispositifs ne conduisent pas à transférer vers les diffuseurs une part disproportionnée du risque économique lié à ces opérations.

7. Sur les déplaçonnements liés aux événements exceptionnels (article 13)

L'avenant prévoit des mécanismes de déplaçonnement en cas d'événement exceptionnel ou de parution présentant un potentiel particulier.

Ces dispositifs introduisent plusieurs cas supplémentaires de déplaçonnement.

Il conviendrait de veiller à ce que ces mécanismes restent strictement encadrés afin d'éviter une multiplication des exceptions au principe général de plaçonnement.

8. Sur la modification des règles de mise à zéro (article 22)

L'avenant redéfinit, à la hausse, les séquences de parutions permettant de qualifier une codification de non-vendeuse.

Périodicité	Actuellement	Modification demandée	Allongement
Hebdomadaire	6	8	+33%
Bimensuel	5	6	+20%
Mensuel	5	6	+20%
Bimestriel	4	5	+25%
Trimestriel	3	4	+33%

Les hausses demandées ne sont pas identiques pour toutes les périodicités.

Cette modification retarde la possibilité pour les diffuseurs de supprimer certaines références non-vendeuses.

Il serait utile d'évaluer l'impact de cette évolution sur la gestion du linéaire et sur le volume d'inventures.

Conclusion

Les évolutions proposées dans le projet d'avenant traduisent une volonté d'adapter le dispositif d'assortiment et de plafonnement à l'évolution du marché de la presse.

Toutefois, plusieurs dispositions auraient pour effet :

- d'augmenter les quantités servies aux points de vente,
- de multiplier les cas de déplafonnement,
- et de limiter la capacité d'ajustement des diffuseurs.

Dans un contexte marqué par la baisse structurelle des ventes de presse et la fragilisation du réseau de diffusion, il apparaît nécessaire que ces évolutions fassent l'objet d'une analyse approfondie de leurs conséquences économiques pour les points de vente. Le maintien d'un équilibre durable entre les intérêts des éditeurs, des distributeurs et des diffuseurs constitue en effet une condition essentielle de la pérennité du système de distribution de la presse.